

Questions orales

[Traduction]

AIR CANADA

LA REVENDEMENT DE LIGNES RELIANT LE CANADA ET L'ORIENT

M. Chuck Cook (North Vancouver-Burnaby): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Transports. Le président d'Air Canada, M. Claude Taylor a présenté des instances pressantes la semaine dernière à Vancouver pour qu'on accorde à Air Canada le droit exclusif d'assurer les lignes internationales de Vancouver à Tokyo et à Hong Kong. Étant donné que c'est la compagnie Canadian Pacific Airlines qui a assuré la première cette ligne, qu'elle a subi des pertes pour monter ce service et que le président de cette compagnie aérienne d'État accorde des entrevues à la presse dans lesquelles il dit vouloir continuer à assurer ces lignes, je demande au ministre si le président d'Air Canada exprime la politique officielle du gouvernement, s'il tâte le pouls du public ou s'il fait courir des rumeurs sur une lubie sans que le gouvernement ait donné son aval à ces déplorable déclarations?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre des Transports): Madame le Président, visiblement le président d'Air Canada exprimait ses propres vues.

Une voix: Elles devraient concorder avec les vôtres.

M. Pepin: D'après la réaction que cette déclaration a suscitée il est clair que cette question ne fait pas l'unanimité. Mais nous allons adopter dans quelques semaines des lignes directrices remaniées qui régiront les transporteurs aériens intérieurs et au cours des prochains mois, nous allons revoir notre politique concernant les transporteurs internationaux. Entre-temps, M. Taylor a dit qu'il aimerait bien que ce projet se réalise. Soit dit en passant, nous nous félicitons tous des succès tant financiers que sur le plan du service qu'Air Canada a remportés au cours des dernières années.

M. Cook: Madame le Président, j'ai une brève question supplémentaire à poser au ministre. Veut-il bien nous dire simplement que Canadian Pacific Airlines et les autres transporteurs privés seront protégés contre Air Canada qui essaie de leur dérober des lignes qu'ils assurent actuellement?

Une voix: Oui ou non.

M. Pepin: Madame le Président, telle est la politique que suit actuellement le gouvernement. Selon le ministère des Transports, il est actuellement souhaitable qu'Air Canada et Canadian Pacific Airlines se fassent concurrence sur les lignes internationales.

* * *

● (1430)

L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

L'ASSOUPLISSEMENT DES RÈGLEMENTS AMÉRICAINS RÉGISSANT LA POLLUTION ET LA SÉCURITÉ

M. Otto Jelinek (Halton): Madame le Président, en l'absence du ministre de l'Industrie et du Commerce, j'adresse ma question au ministre de l'Environnement. L'administration

Reagan aux États-Unis a annoncé cette semaine qu'elle projetait d'assouplir les règlements régissant la pollution causée par les voitures ainsi que la sécurité au volant pour aider le secteur de l'automobile dont la situation actuelle est précaire. L'initiative de l'administration américaine permettra à ce secteur d'épargner 1.4 milliard de dollars.

Étant donné que l'industrie automobile du Canada et celle des États-Unis sont étroitement liées, le ministre peut-il nous dire quels seront les effets de ces changements—dont 18 affectent l'environnement à eux seuls—sur notre réglementation environnementale?

En outre, le ministre peut-il nous dire ce qu'il a fait, peut-être de concert avec le ministre de l'Industrie et du Commerce, pour s'assurer que l'industrie automobile du Canada ne subira pas un autre revers par suite de ces changements?

L'hon. John Roberts (ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie et ministre de l'Environnement): Madame le Président, mon ministère, de concert avec le ministère des Transports, étudie en ce moment l'importance que pourraient avoir ces changements. Si je dois donner une réponse, j'en discuterai au préalable avec mon collègue.

L'IMPOSITION DE RESTRICTIONS SUR L'IMPORTATION DE VOITURES JAPONAISES

M. Otto Jelinek (Halton): Madame le Président, encore une fois étant donné l'absence du ministre de l'Industrie et du Commerce, ma question supplémentaire s'adresse au ministre d'État chargé de la Petite entreprise et du Tourisme. Comme le ministre le sait pertinemment, la semaine dernière, la Canadian Automotive Parts Manufacturers Association, entre autres, qui regroupe principalement de petites entreprises canadiennes, en a appelé au gouvernement pour que ce dernier impose des restrictions sur les importations de voitures, surtout en provenance du Japon. Il est inutile que je vous donne les statistiques à cet égard.

Étant donné que le sort de ces fabricants en difficulté relève de la compétence du ministre, ce dernier peut-il nous dire ce qu'il compte faire au sujet des instances qu'on lui a présentées en vue de l'imposition de contingents d'importation? En a-t-il discuté avec le ministre de l'Industrie et du Commerce ou, mieux encore, a-t-il soulevé la question au cabinet?

[Français]

L'hon. Charles Lapointe (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)): Madame le Président, lors de la rencontre la semaine dernière entre des représentants de l'industrie automobile et les ministres des Approvisionnements et Services, de l'Industrie et du Commerce et d'autres ministres de ce gouvernement, il a clairement été indiqué que toute la question d'importation de voitures, particulièrement en provenance du Japon, devait être évaluée dans un contexte nord-américain. Comme le ministre de l'Industrie et du Commerce aura cette semaine des entretiens avec son collègue à Washington, je crois qu'il serait prématuré de discuter plus avant ce sujet.